

Le système Baehler

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1981)**

Heft 583

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011970>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

VAUD

Le système Baehler

En marketing politique comme en publicité, on ne connaît pas de recette qui marche à coup sûr. Même un gros budget ne peut garantir le succès d'un candidat ou d'une savonnette et pourtant à chaque fois qu'un candidat passe ou qu'un produit réussit la tentation devient irrésistible d'appliquer la même méthode de promotion pour une élection ou un lancement ultérieur. Sans doute par habitude des affaires politiques et des affaires tout court, les libéraux se plagient eux-mêmes en appliquant dans le canton de Vaud pour l'élection partielle au Conseil d'Etat la méthode de «vente» inventée (paraît-il par Gilbert Couteau, secrétaire de la SDES) pour la promotion du candidat «hors parti», Aloys Werner, présenté avec succès à Genève contre le candidat socialiste Christian Grobet.

Certes, la méthode — dite du «témoignage» par les publicitaires — a été sensiblement raffinée en passant de Genève dans le canton de Vaud. Les variations sur l'argumentation de base en

faveur du candidat J.-F. Baehler sont moins éparpillées. Elles se concentrent sur quelques thèmes (moins d'Etat, moins d'impôts, moins de «théories») qu'on retrouve soigneusement énumérés dans les textes de base, telle la «Carte de supporter Baehler». Nul doute qu'un spécialiste de l'analyse sémiologique se délecterait des fines modulations verbales signées par les têtes libérales du canton, mais de toute évidence rédigées par d'excellents connaisseurs des mots et du langage.

Claude Massy, vigneron, conseiller national, à Epesses, et Jean-Claude Rosat, secrétaire de la Fédération vaudoise d'élevage chevalin, député de Château-d'Oex, disent l'un et l'autre les mérites du cavalier Baehler (appelé Baehler-Fonjallaz à Epesses). Claude Massy évoque le cavalier de la dernière Fête des vigneron et J.-C. Rosat l'officier vétérinaire des troupes de cavalerie. Pierre-Vincent Gamboni, vice-président de la Fédération vaudoise des entreprises, et Janou Coderey, vigneronne (encore) à Lutry, dénoncent l'un et l'autre l'inquisition étatique; le premier à l'égard des petites et moyennes entreprises et la seconde en relation avec le dernier recensement fédéral qui l'a «scandalisée».

Malgré tout le soin apporté à la préparation des témoignages, il y a pourtant quelques discordances. Notamment dans le mot signé par Claude Ruey soi-même, secrétaire du Parti libéral vaudois, député de Nyon, grand dénonciateur d'élections tacites devant l'Eternel. A toutes fins utiles, il attribue des idées collectivistes au socialiste et propose comme alternative un «chef d'entreprise de la trempe de Baehler», en posant cette question «Fallait-il hésiter un seul instant?». On se permettra de rappeler que les libéraux ont même hésité quelques jours entre le chef d'entreprise bien trempé et le directeur de la Chambre vaudoise d'agriculture dénommé Michel Haldy, présenté à l'époque comme un merveilleux trait d'union entre la ville et la campagne. Au reste on prend acte avec satisfaction de la proclamation signée Ruey affirmant que «plus de libertés, ce n'est jamais trop demander». Cela vaut sans doute aussi pour la liberté du citoyen empêché d'élire les municipalités à la proportionnelle, pour les consommateurs assaillis par une publicité ultra-dirigiste et pour les enfants du «cycle d'orientation» obligés de choisir trop tôt, par options et niveaux interposés, un avenir déterminé largement par la condition sociale de leurs parents.

VALAIS

Rien n'est perdu fors l'honneur

Le Valais, voué à la démocratie-chrétienne? Peut-être, mais à quelle démocratie-chrétienne? Celle de Vital Darbellay, celui qui plaide au dernier congrès PDC de Berne pour l'initiative «Être solidaires», mettant l'accent prioritaire à la fois sur la défense des droits de l'homme et sur la protection de la famille? Celle du président des cafetiers-restaurateurs Pierre Moren qui, lors de cette même journée de discussion sur la politique suisse au cha-

pitre des étrangers, montait à la tribune pour asséner son credo: «Les bons sentiments sont une chose; ce n'est pas avec eux qu'on fait marcher l'économie»? Celle d'Hans Wyer enfin, homme de gouvernement avant tout, conservateur bon teint, à la Furgler dirait-ton si le chef du Département de justice et police ne cultivait pas à ce point sa confortable popularité personnelle?

Les dernières élections au Conseil d'Etat n'auront pas éclairé, ni en tout cas dissipé ces contradictions internes d'une formation politique qui se maintient au pouvoir, pratiquement sans partage, depuis plus de cent ans.

Certes, l'apparition au deuxième tour d'une liste «dissidente» du «mouvement indépendant» (trois PDC et un socialiste, se présentant à titre personnel) a pu créer un suspense nouveau. Pour la première fois, l'électorat avait le choix et se voyait investi d'une mission jusque-là jalousement confisquée par les tout-puissants délégués démocrates-chrétiens aux assemblées du parti dans ses derniers échelons régionaux: désigner l'équipe au pouvoir! A l'origine de cette «cassure», la perte de confiance populaire subie par Franz Steiner, conseiller d'Etat pour le moins élaboussé par les «affaires» qui secouent le canton depuis des mois et pourtant très largement désigné à nouveau pour la «candi-